

## **Appel à la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche Suspendons les coopérations avec le HCERES**

En janvier dernier, 5379 universitaires et chercheurs ont soutenu une tribune publiée dans le journal *Le Monde* ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/nous-chercheurs-voulons-defendre-l-autonomie-de-la-recherche-et-des-formations\\_6026543\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/nous-chercheurs-voulons-defendre-l-autonomie-de-la-recherche-et-des-formations_6026543_3232.html)) déclarant une candidature collective à la présidence du HCERES afin de réaffirmer, face aux gestions de type managérial, la nécessité d'une autonomie de la recherche et de la formation seules à même d'en garantir la qualité, l'indépendance par rapport aux différents pouvoirs et l'aptitude à répondre aux urgences contemporaines.

Par une lettre du 24 février 2020 communiquée par voie de presse, les directions générales du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ont rejeté sans aucune justification les candidatures faites collectivement par plus de 1350 enseignants-chercheurs et chercheurs (<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8662>). Trois personnes seulement restent désormais en lice pour occuper le poste de président du HCERES, dont celle qui est pressentie depuis le début : Thierry Coulhon.

Ce dernier n'a jamais masqué son ambition pour le HCERES : **rétablir la notation et faire des évaluations accréditées ou directement opérées par le HCERES l'outil de l'allocation des ressources à tous les niveaux de l'ESR** (<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8600>).

Si cette politique, voulue par Emmanuel Macron (<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/26/80-ans-du-cnrs>), réaffirmée récemment par Frédérique Vidal (<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8641>), était suivie, le HCERES serait amené à devenir, comme le préconisent les rapports préparatoires à la LPPR (<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8594>), le bras armé d'une gestion managériale autoritaire étendue à l'intégralité du monde de l'ESR, qui se substituerait aux fonctionnements collégiaux et aux jugements par les pairs.

Les travers du HCERES, depuis longtemps dénoncés, n'en seraient que plus criants : absence de publicité des personnes siégeant dans les comités de visite, absence d'élus et donc de collégialité, absence de régulation des conflits d'intérêt, artificialité des contraintes de rédaction des rapports.

Cette transformation annoncée est en opposition complète avec la volonté exprimée très majoritairement à de très nombreuses reprises par l'ensemble des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des institutions représentatives du monde de l'université et de la recherche.

En conséquence de quoi, **nous appelons tous les membres de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche à suspendre dès à présent toute participation aux activités du HCERES,**

**notamment à ne plus siéger dans les comités de visite et à ne plus faire remonter les rapports d'évaluation**, comme l'ont déjà fait un certain nombre de collègues et d'instances (<https://mensuel.framapad.org/p/9epn-wxp5n0thud?lang=fr>), et ce tant que les nouvelles modalités d'évaluation et leurs conséquences n'auront pas été présentées clairement par le futur président du HCERES.